AMBASSADE D'HAITI EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES & COMMERCIALES

Bulletin Economique & Commercial

Période couverte : 9 au 13 mars 2026

Santo Domingo, le 16 mars 2026

Rédigé par: *Djinah Thomas, Conseiller*

Sous la supervision de : *Pierre Karly Jean Jeune, Ministre Conseiller*

Période couverte : 09 au 13 mars 2026

Ce bulletin présente une vue d'ensemble des principales tendances économiques et commerciales en République Dominicaine, basée sur des sources fiables. Il vise à fournir des informations clés sur :

- Les données macroéconomiques;
- Les investissements étrangers;
- La croissance des secteurs clés;
- Les initiatives institutionnelles.

Des analyses et des commentaires sont également proposés pour éclairer la prise de décision et identifier les opportunités de coopération et les risques potentiels. Ce bulletin est un outil précieux pour les acteurs économiques et les responsables diplomatiques qui cherchent à comprendre l'économie dominicaine et à prendre des décisions éclairées.

Résumé 01- Le Ministre de l'Industrie et du Commerce avertit que les subventions aux carburants ne peuvent être maintenues à long terme.

Le conflit au Moyen-Orient provoque une onde de choc jusqu'en République Dominicaine, où le gouvernement est en état d'alerte maximale en raison des craintes d'une perturbation des prix du pétrole. Eduardo Sanz Lovatón, Ministre de l'Industrie, du Commerce et des PME, a précisé que bien qu'il soit encore tôt pour des mesures définitives, le gouvernement suit attentivement l'évolution de la crise. Il a assuré que le pays dispose de mécanismes économiques pour faire face à l'impact initial de la hausse du prix des carburants.

Pour amortir le choc, l'État dominicain a déjà injecté environ 1,7 milliard de pesos en subventions aux hydrocarbures en seulement deux semaines. L'objectif est d'éviter que l'augmentation des prix internationaux ne frappe de plein fouet les secteurs les plus vulnérables du pays. Cependant, le Ministre a mis en garde contre la durabilité de cette approche, soulignant que le système de subventions actuel, doté d'un budget d'environ 12 milliards de pesos, ne pourra pas être maintenu indéfiniment si les dépenses continuent à ce rythme effréné.

Face à la spéculation sur une possible flambée du baril de pétrole jusqu'à 200 dollars, Sanz Lovatón a rappelé que la République Dominicaine, en tant que pays non producteur de pétrole, ne peut en contrôler le prix. Néanmoins, il a affirmé l'engagement du gouvernement à minimiser l'impact sur sa population, en particulier les plus vulnérables. Il a comparé la situation à un "cas de force majeure" et a insisté sur l'incertitude quant à la durée du conflit et ses répercussions économiques finales.

Malgré ces défis, le Ministre a tenu à rassurer sur la solidité de l'économie dominicaine. Il a cité une croissance économique soutenue, des investissements directs étrangers et des réserves internationales historiques dépassant

les 16 milliards de dollars comme des atouts majeurs. De plus, les contrats à long terme pour l'approvisionnement en carburants et intrants stratégiques garantissent que la chaîne d'approvisionnement n'est pas menacée dans l'immédiat. Fort de son expérience passée dans la gestion de crises mondiales comme la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, le gouvernement appelle à l'unité nationale pour surmonter cette nouvelle épreuve, insistant sur le fait que la République Dominicaine est prête à faire face à tout ajustement nécessaire.

Résumé 02- Le prix du pétrole brut texan augmente de 6,51 % après l'avertissement de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) concernant des réductions de l'offre.

Ce recul représente une baisse de 75% par rapport à l'approvisionnement en pétrole brut de février dernier.
Le prix du pétrole brut **West Texas Intermediate** (WTI) a grimpé de 6,51% pour atteindre 92,93 dollars le baril, suite à une révision drastique à la baisse des prévisions d'approvisionnement pétrolier par l'AIE. Elle estime que la fermeture du détroit d'Ormuz, causée par le conflit au Moyen-Orient, a entraîné la plus grande perturbation historique de l'approvisionnement, réduisant l'offre mondiale de 8 millions de barils par jour en mars et ramenant la production au niveau du premier trimestre 2022.
Cette baisse représente un recul de 7,5% par rapport à février, avec seulement moins de 10% des quantités habituelles transitant par le détroit. Pour tenter de compenser cette diminution, l'AIE a annoncé la libération de 400 millions de barils de ses réserves stratégiques, mais cette mesure n'a guère rassuré les investisseurs, jeudi, les prix dépassant les 100 dollars le baril. Parallèlement, de nouvelles attaques de pétroliers dans la région sont signalées et la marine américaine devrait débuter l'escorte des pétroliers plus tard ce mois-ci.

Résumé 03- Le manque de structures limite l'accès des PME au crédit formel

La Banque Santa Cruz s'est fermement engagée auprès des petites et moyennes entreprises (PME), allouant déjà 30% de son portefeuille de prêts commerciaux à ce secteur crucial. Luis Miguel Heyaime, Vice-président PME et My Business de la banque, a souligné ce point tout en reconnaissant les obstacles majeurs rencontrés par les PME dominicaines pour accéder au crédit formel. Malgré des projections de croissance économique encourageantes pour la République Dominicaine en 2026 (estimées entre 4% et 5%), l'informalité du secteur, les défis de gestion de trésorerie et le manque d'états financiers structurés freinent souvent l'obtention de financements. Heyaime a insisté sur l'importance de l'organisation et d'une structure adaptée à la croissance pour ces entreprises.
Face à ces défis, la Banque Santa Cruz multiplie les initiatives de soutien. La "deuxième saison des affaires 2026", valable jusqu'au 10 avril 2026, en est un parfait exemple. Ce programme vise à dépasser les 400 entreprises déjà aidées en offrant un ensemble complet de solutions : un soutien technique précieux, un accès

facilité au crédit et des conseils financiers personnalisés. Les PME participantes bénéficient de tarifs préférentiels, avec des taux d'intérêt débutant à 11,95%, adaptés à la taille et à la structure de l'entreprise. La gamme de produits de financement est variée, incluant des prêts commerciaux, des lignes de crédit flexibles pour le court terme et des solutions de leasing pour l'acquisition de flottes de véhicules ou d'équipements de production, permettant ainsi d'éviter des pertes de capital initiales.

Un point crucial abordé par Heyaime est la question des garanties. Conscient que de nombreuses PME n'ont pas toujours de garanties solides à offrir, la banque propose des prêts sans garantie jusqu'à certains montants, basés sur l'historique de l'entreprise et sa capacité de remboursement. C'est une démarche essentielle pour faciliter l'accès au financement pour des entreprises qui autrement seraient exclues du système bancaire formel.

La banque met également un accent particulier sur l'accompagnement de ses clients vers une meilleure gestion de leurs relations bancaires formelles. Elle conseille les PME sur l'importance de consolider leurs états financiers – la base de toute demande de prêt – et les encourage à améliorer leurs ventes et leur efficacité pour pouvoir prétendre à des prêts plus conséquents. Une attention prioritaire est d'ailleurs accordée aux PME dirigées par des femmes.

Enfin, Heyaime a noté l'impact positif de la baisse des taux d'intérêt directeurs de la Banque Centrale de la République Dominicaine sur l'économie locale, encourageant ainsi le crédit et le dynamisme. Il a fortement conseillé aux PME d'éviter les circuits de financement informels, qui peuvent être jusqu'à cinq à six fois plus coûteux que les prêts bancaires, soulignant qu'un plan d'affaires solide est la clé pour un accès réussi au crédit formel et, par extension, à la croissance économique.

Résumé 04- L'économie dominicaine a progressé de 3,5 % en janvier.

Les chiffres préliminaires de l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) pour janvier sont principalement le résultat de la performance favorable de la valeur ajoutée réelle du secteur de la construction (7,6 %), de la production locale (3,4 %) et des activités du secteur des services dans son ensemble (3,5 %).

La Banque centrale a estimé hier que la croissance annuelle de 3,5 % enregistrée en janvier 2026 de l'économie dominicaine reflète le taux d'expansion de l'activité économique le plus élevé des dix derniers mois, après avoir enregistré une augmentation moyenne de 2,1 % en 2025.

Résumé 05- L'augmentation du nombre de visiteurs et de leurs dépenses accroît les recettes touristiques

En République Dominicaine, le tourisme connaît une évolution intéressante. Si la durée moyenne de séjour des visiteurs diminue, leurs dépenses quotidiennes augmentent considérablement. En 2025, la dépense journalière

moyenne des touristes a atteint 170,94 dollars américains, un record sur dix ans, tandis que la durée de séjour est tombée à 7,85 nuits, son niveau le plus bas sur la même période.

Entre 2015 et 2025, le nombre de touristes a augmenté de 4,7% en moyenne par an, atteignant plus de 8,86 millions. Parallèlement, les dépenses moyennes par visiteur ont progressé de 2,8% par an, mais la durée des séjours a commencé à diminuer, passant de 9,55 nuits en 2021 à 7,85 nuits en 2025.

Cependant, les dépenses quotidiennes par touriste ont bondi de 32% en dix ans, passant de 129,56 dollars en 2015 à 170,94 dollars en 2025. Cette augmentation est particulièrement marquée depuis 2022.

Impact sur l'économie : Cette tendance, qui pourrait sembler négative à première vue, est en réalité bénéfique pour le secteur de l'hôtellerie, des bars et des restaurants, car l'augmentation des dépenses compense largement la diminution de la durée des séjours.

Résumé 06- L'indice révèle une faible qualité de vie dans la ville de Saint-Domingue.

La qualité de vie à Saint-Domingue, la capitale dominicaine, est jugée faible avec un score de 91,10 points selon la plateforme Numbeo, loin des 160 points des villes offrant les meilleures conditions de vie.

Plusieurs facteurs clés contribuent à cette évaluation :

Faible pouvoir d'achat : Avec seulement 43,16 points, le pouvoir d'achat est un défi majeur, les salaires ne suivant pas le coût des biens et services, exacerbé par une hausse de 2,4% du panier alimentaire de base en 2025.

Insécurité : L'indice de sécurité est très bas, à 33,11 points, reflétant la perception élevée de la criminalité par les citoyens.

Coût du logement élevé : Le ratio prix du logement/revenu est de 13,46, ce qui signifie que l'accès à la propriété est une charge financière importante.

Pollution : L'indice de pollution est élevé (78,49 points), notamment en raison de la qualité de l'air et de la dégradation des écosystèmes fluviaux.

Temps de trajet : Les embouteillages entraînent un temps de trajet moyen de 34,64 minutes.

Malgré ces défis, Saint-Domingue bénéficie d'un climat favorable (67,82 points) et son système de santé est à un niveau moyen (54,77 points). En comparaison, Santiago offre une sécurité légèrement meilleure et un indice de santé plus élevé, mais souffre également d'une pollution et de temps de trajet considérables.

Résumé 07- L'État dominicain a récupéré 24 % de son investissement à Punta Catalina.

Entre 2023 et 2025, l'usine a contribué à hauteur de 562,9 millions de dollars américains en dividendes, impôts et amortissement de la dette.

La centrale thermoélectrique de Punta Catalina, inaugurée en juillet 2020 pour un coût de 2,34 milliards de dollars, est devenue un atout stratégique pour la République Dominicaine. Après les deux premières années de stabilisation, elle s'est affirmée comme un pilier de la production électrique, contribuant à environ un tiers de la capacité totale du pays, soit 5 640 gigawatts heures en 2025.

Au-delà de sa production énergétique, Punta Catalina a un impact financier significatif pour l'État. Entre 2023 et 2025, elle a généré 562,9 millions de dollars américains sous forme de dividendes, d'impôts et de remboursement de dette, ce qui représente 24% de l'investissement initial. Rien qu'en 2025, sa contribution a atteint 258,4 millions de dollars, prouvant sa maturité financière et sa rentabilité, notamment grâce à la baisse des prix du charbon en 2024.

La centrale utilise une combustion propre du charbon pulvérisé et est dotée d'installations complètes pour la réception et le stockage. Un audit de suivi en novembre 2025 a confirmé que ses deux unités fonctionnent à pleine capacité, respectant les normes environnementales et contribuant à la stabilité du réseau électrique du pays.

Résumé 08- Les États-Unis ont fourni 51,5 % des devises étrangères à la République Dominicaine.

Les États-Unis sont le partenaire économique dominant de la République Dominicaine, contribuant à hauteur d'au moins 51,5% des recettes totales en devises étrangères en 2025. Sur les 47,3 milliards de dollars de devises perçues par le pays, 24,3676 milliards provenaient des États-Unis.

Cette influence se manifeste dans plusieurs secteurs clés :

Exportations : Les États-Unis sont la destination de 48,6% des exportations dominicaines, générant 7,74 milliards de dollars, dont 90% proviennent des zones franches.

Transferts de fonds : 81,4% des transferts de fonds, soit 9,66 milliards de dollars, proviennent des Dominicains résidant aux États-Unis.

Tourisme : 36,8% des touristes étaient des résidents américains, contribuant à hauteur de 4,17 milliards de dollars aux recettes du secteur.

Investissements directs étrangers (IDE) : 23,4% des IDE provenaient des États-Unis, totalisant 1,18 milliard de dollars.

L'impact réel des États-Unis pourrait être encore plus élevé, car ces chiffres n'incluent pas tous les facteurs indirects comme les visiteurs en croisière ou les matières premières américaines utilisées dans les exportations vers d'autres pays.

Résumé 09- L'inflation annuelle s'établissait à 4,67 % à la fin du mois de février.

Les hausses de prix enregistrées pour les pois d'Angole verts, la morue, le bœuf ordinaire, les boissons gazeuses et le café ont contribué à éviter que la variation de l'indice de ce groupe ne soit plus négative.

La Banque centrale a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une variation mensuelle de 0,03 % en février 2026, reflétant la normalisation des niveaux d'approvisionnement de certains produits alimentaires ayant un poids important dans le panier de consommation des ménages, tels que le poulet frais et les bananes de différentes variétés, ainsi que d'autres produits agricoles qui ont été affectés par les conditions météorologiques défavorables (fortes pluies enregistrées à la fin de l'année dernière y compris celles liées à la tempête tropicale Melissa).

Résumé 10- Une réforme du droit de la concurrence permettrait d'imposer des amendes allant jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires, selon le directeur de ProCompetencia.

La Présidente de la Commission nationale pour la défense de la concurrence (Pro-Competencia), María Elena Vásquez Taveras, a récemment mis en lumière l'importance d'une modification de la loi sur la concurrence en République Dominicaine, qui accorderait à l'institution des pouvoirs accrus pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles. Cette réforme permettrait d'imposer des amendes pouvant atteindre 5 % du revenu brut annuel pour concurrence déloyale et faciliterait un accès plus rapide aux informations interinstitutionnelles, un obstacle majeur actuel. Alors que l'entrée en vigueur de la nouvelle règlementation est prévue six mois après sa promulgation, Pro-Competencia doit encore faire face à des contraintes budgétaires, cherchant des financements internationaux tout en développant des rapports pour améliorer la qualité réglementaire et surveiller les marchés. L'objectif est clair : favoriser des conditions de concurrence équitables, ce qui se traduira par de meilleurs prix, des services de qualité, plus de transparence pour les consommateurs et contribuera à réduire les inégalités et la pauvreté. Ce renforcement du cadre juridique est d'ailleurs fortement soutenu par des acteurs comme Julio Virgilio Brache, Président de l'Association des industries de la République dominicaine (AIRD), qui y voit un moyen de moderniser les marchés et de lutter efficacement contre les pratiques déloyales telles que la contrebande et la contrefaçon.